



HAL
open science

Géopolitique de trois États non communautaires : la Russie, l'Ukraine et la Moldavie

Gérard-François Dumont, Pierre Verluise

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont, Pierre Verluise. Géopolitique de trois États non communautaires : la Russie, l'Ukraine et la Moldavie. Géopolitique de l'Europe, Armand Colin/Sedes, pp.300-316, 2014, 978-2-301-00419-2. halshs-01988564

HAL Id: halshs-01988564

<https://shs.hal.science/halshs-01988564>

Submitted on 21 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 16

Géopolitique de trois États non communautaires : la Russie, l'Ukraine et la Moldavie

Gérard-François Dumont
Pierre Verluise

8 décembre 1991	Un coup d'État met fin à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).
26 mars 2000	V. Poutine est élu président de la Fédération de Russie.
5 février 2008	L'Ukraine adhère à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
Mai 2008	D. Medvedev devient président de la Fédération de Russie et V. Poutine prend la tête du gouvernement.
9 septembre 2008	Après la guerre russo-géorgienne, l'Ukraine obtient une déclaration conjointe sur un prochain accord d'association UE-Ukraine.
Mai 2012	V. Poutine redevient président de la Fédération de Russie et D. Medvedev reprend la tête du gouvernement.
Hiver 2013-2014	Manifestations sur la place (Maïdan) de l'indépendance à Kiev (Ukraine), mais aussi dans de nombreuses autres villes de l'Ukraine, suite au rejet par le président ukrainien Ianoukovitch d'un accord d'association avec l'UE.
22 février 2014	Le président ukrainien Ianoukovitch est destitué par le Parlement ukrainien.
16 mars 2014	Un « référendum » hâtivement organisé en Crimée vote le rattachement de la péninsule de Crimée, c'est-à-dire de la république autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol à la Russie. Les conditions du « référendum » comme ses résultats sont condamnés par l'Ukraine et les pays occidentaux.
21 mars 2014	Le nouveau Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, signe le premier volet d'un accord d'association entre l'Ukraine et l'UE.
21 mai 2014	Après une décennie de négociations, accord de fourniture de gaz de la Russie à la Chine.
25 mai 2014	Petro Porochenko est élu président de l'Ukraine dès le premier tour avec 54,7 % des voix.

En 1957, lors de la création de la CEE, bien peu d'experts¹ imaginent que l'Europe communautaire puisse devenir un jour frontalière de la Russie, de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Moldavie. Ces territoires sont alors incorporés à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS). La fin de la Guerre froide (1990) puis l'implosion de l'Union soviétique (1991) engendrent cependant une redistribution des cartes qui permet à l'Union

1. Malgré les propos de Robert Schuman, cf. encart page 86.

européenne de s'élargir en 2004 et 2007 jusqu'aux marches de ces pays. Après la Biélorussie, présentée dans le chapitre précédent, examinons le cadre géopolitique, le profil économique et les caractéristiques géopolitiques de la Russie, de l'Ukraine et de la Moldavie.

1. Les forces et les faiblesses de la Fédération de Russie

Que reste-t-il des promesses des années 1990 sur l'instauration d'un État de droit et d'une économie de marché dans le plus vaste pays du monde, dont les ressources extractives peuvent faire rêver ? L'étude de la nature du régime politique russe et du rôle économique de l'État permet de répondre à cette question. Enfin, il conviendra de préciser le projet géopolitique russe.

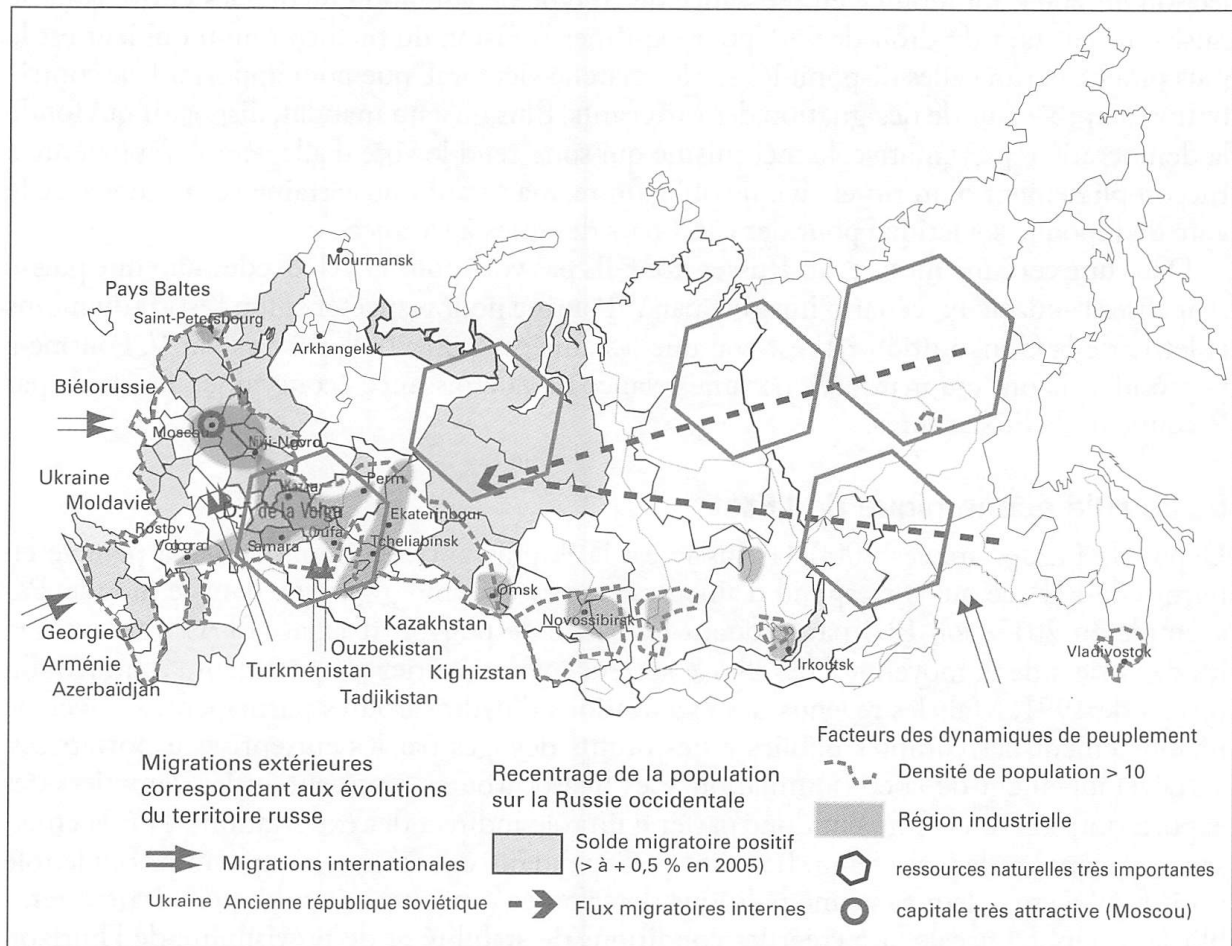
A. La nature spécifique du régime politique russe

Le 16 août 1999, Vladimir Poutine devient Premier ministre de la Fédération de Russie. Versé dans la réserve du KGB¹ avec le grade de lieutenant-colonel, il est alors peu connu. Les 15 et 18 septembre 1999, des attentats font environ 300 morts. Ils donnent le prétexte d'une offensive en Tchétchénie. Son conseiller, Gleb Pavlovski, témoigne ultérieurement que V. Poutine prend la décision de relancer cette guerre dans le but d'agir politiquement sur le peuple russe², *via* un discours construit sur la peur, le culte de la force et... l'instrumentation du patriotisme.

Le 31 décembre 1999, le président Boris Elstine annonce sa démission et désigne V. Poutine au poste de président par intérim. Le 26 mars 2000, V. Poutine est élu président, dès le 1^{er} tour, avec 52,9 % des voix. Le 14 mars 2004, il est réélu, dès le 1^{er} tour, avec 71,2 % des voix. Cependant, la Constitution lui interdit de réaliser de manière consécutive un troisième mandat. Le 2 décembre 2007, le parti *Russie Unie*, dont il est le porte-drapeau, obtient 63,2 % des voix lors de l'élection de la Douma d'État³. Avec 315 sièges sur 450, V. Poutine devient le chef de la majorité parlementaire. Il est en mesure de réaliser son scénario : laisser la présidence au dauphin qu'il s'est choisi, Dmitri Medvedev, pour prendre la tête du gouvernement. Les deux hommes sont très proches, sachant que D. Medvedev est représentatif des nouveaux technocrates russes, capables de circuler entre l'administration présidentielle, les appareils gouvernementaux et les grands groupes financiers et industriels. Il a été ainsi président du directoire – autrement dit « commissaire politique » pour le compte du Kremlin – du géant gazier *Gazprom*, élément clé de la nouvelle stratégie russe. Le 2 mars 2008, Dimitri Medvedev est élu président de la Fédération de Russie dès le premier tour, à 42 ans, avec 70,3 % des voix. Début mai 2008, le monde assiste à un étonnant jeu de chaises musicales, à moins qu'il ne s'agisse d'un tour de passe-passe : V. Poutine laisse la présidence à D. Medvedev et devient Premier ministre. En décembre 2011, les élections législatives sont entachées de fraudes électorales massives qui suscitent des contestations sur la Toile et des manifestations dans les rues. Cela n'empêche pas V. Poutine de remporter une troisième

-
1. KGB : Comité de la Sécurité d'État (1954-1991). A été remplacé en 1991 par le FSB : Service fédéral de la Sécurité.
 2. Marie-Anne Sorba, « Le "système Poutine" est basé sur la peur », 1^{er} décembre 2007, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=796
 3. Douma d'État : chambre basse de l'Assemblée fédérale, composée de 450 députés élus au suffrage universel direct, au scrutin proportionnel de liste. La Douma d'État approuve la nomination du Premier ministre, désigné par le président.

fois les élections présidentielles le 4 mars 2012. Investi le 7 mai 2012, V. Poutine réalise une deuxième partie de chaises musicales avec D. Medvedev qui redevient Premier ministre. V. Poutine engage un durcissement du régime qui témoigne, en fait, d'une fragilisation du contrat social à l'origine de sa réussite : prospérité contre loyauté politique.



© Véronique Méraud, *Population et Avenir*.

Carte 17 : La recomposition du peuplement en Russie

La nature du régime russe peut laisser perplexe. Robert Badinter y voit un « despotisme plus ou moins éclairé »¹. Françoise Daucé distingue en Russie « un autoritarisme consensuel », marqué par la résurgence d'un parti unique, un Parlement aux ordres et la répression des opposants. On pourrait ajouter le contrôle des médias. « L'entrée dans l'autoritarisme se déroule dans la douceur d'un consumérisme enfin satisfait »², note-t-elle début 2008. Viatcheslav Avioutskiï présente la Russie comme « un régime autoritaire et une démocratie contrôlée »³. Toute la difficulté réside dans l'ambiguïté de cette dernière. Jean-Robert Raviot comprend la Russie post-soviétique une « démocratie dirigée », voire une « monarchie élec-

1. Dans Yves Pozzo di Borgo, « Union européenne-Russie : quelles relations ? », *Les rapports du Sénat*, n° 307, 2006-2007, p. 86.
2. Françoise Daucé et Gilles Walter, « Russie. Un terrain balisé pour le futur président », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1065, janvier-février 2008, La Documentation française, p. 11.
3. Viatcheslav Avioutskiï, « Succession de Poutine », *Défense nationale*, août-septembre 2007, p. 125.

tive », avec pour axe central la restauration de l'autorité de l'État, qui avait été mise à mal par les précédentes réformes économiques. Il précise : « La démocratie post-soviétique repose sur un vote d'allégeance qui n'a cessé de croître et de se généraliser au cours des années 1990, atteignant son apogée avec l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de l'État et sa réélection en 2004. La montée en puissance de ce type de vote indique que les citoyens ne se saisissent pas tant du droit de vote pour exprimer la vision du bien commun qui leur est la plus proche parmi celles disponibles sur le "marché électoral" que pour apporter leur contribution au processus de désignation des dirigeants. Plus qu'à un mandat, dispositif qui fonde la démocratie représentative, le mécanisme qui sous-tend le vote d'allégeance s'apparente à l'accomplissement d'un rituel civique obligatoire, marquant une certaine continuité avec le vote de l'époque soviétique pour des candidats désignés à l'avance. »¹

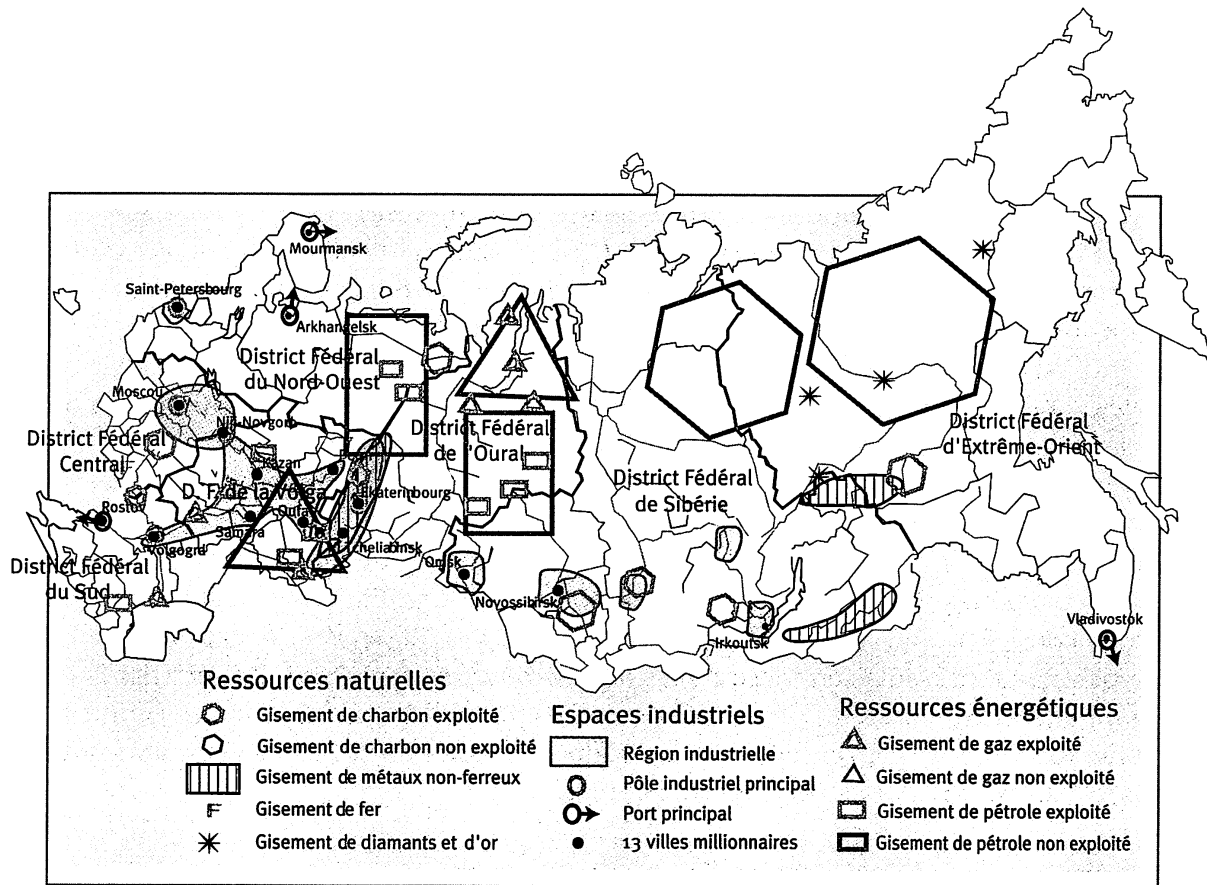
Dans une certaine mesure, les Russes n'ont-ils pas voté pour D. Medvedev afin que puisse se réaliser l'audacieux scénario imaginé par V. Poutine pour respecter sinon l'esprit du moins la lettre de la Constitution ? Il est vrai que les années 2000-2008, passées par V. Poutine à la présidence, ont été marquées par une relance de la croissance économique favorisée par le cours des hydrocarbures.

B. Le rôle économique de l'État

Depuis la fin des années 2000, la Russie est la 9^e puissance économique de la planète en termes de PIB, ce qui correspond d'ailleurs à son rang démographique dans le monde. Par exemple en 2012, son PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) n'atteint que les deux tiers de la moyenne UE-28. Le secteur manufacturier n'a pas encore retrouvé son niveau de 1991. Mais les revenus des exportations d'hydrocarbures participent, à travers le rétablissement des comptes publics et les profits dégagés par les entreprises exportatrices, au développement de la consommation. Ces hydrocarbures représentent les deux tiers des exportations russes. « On peut donc parler d'un rôle indirect des exportations dans la croissance »², concède Jacques Sapir. Il ajoute : « Cependant, ces revenus n'auraient pas eu le rôle positif qui a été le leur sans une politique déterminée des autorités publiques visant à rétablir la discipline fiscale et à créer les conditions de stabilité et de prévisibilité de l'horizon économique qui ont permis le développement de l'investissement. »³ Le moteur principal de l'activité devient progressivement la demande intérieure, particulièrement vive dans les secteurs des équipements industriels et de transport, les équipements électriques et électroniques, l'agroalimentaire, la chimie et la pétrochimie. L'investissement s'est accru, sans oublier les investissements directs étrangers (IDE). Cependant, compte tenu des retards accumulés et des besoins réels de ce pays très étendu, le rapport de l'investissement au PIB reste encore très faible. En raison de ses besoins de main-d'œuvre face à une forte dépopu-

1. Jean-Robert Raviot, *Démocratie à la russe. Pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Paris, Ellipses, 2008, p. 47-48.
2. Jacques Sapir, « La situation économique de la Russie est entrée dans une nouvelle phase », dans Jean-Pierre Pagé (dir.), *Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale 2007*, Les études du CERI, n° 142, décembre 2007, p. 36.
3. La chute des prix de l'énergie provoquée par la crise économique de la Triade va permettre de vérifier par l'expérience l'hypothèse de la diminution de la dépendance de l'économie russe à l'égard des secteurs rentiers.

lation¹, cette croissance économique a fait de la Russie un pays d'immigration (Tadjikistan, Ouzbékistan, Ukraine, Moldavie, Biélorussie... et Chine²).



© Véronique Méraud, *Population et Avenir*.

Carte 18 : Les ressources et les industries en Russie

Fin 2008-début 2009, la Russie entre brutalement en récession, subissant elle aussi les conséquences de la crise. Elle est durement touchée, avec la pire récession des années 2000 (près de -8 % en 2009). Cependant le pire – l'État en défaut de paiement à la fin des années 1990 – a été évité. La Russie a depuis renoué avec la croissance et les grands indicateurs macro-économiques semblent au vert : balance commerciale structurellement excédentaire, réserves de change importantes, dette publique modérée, inflation maîtrisée. Toutefois, sous l'effet de la crise, la Russie accélère sa demande d'entrer à l'OMC, dont elle devient le 156^e membre le 22 août 2012.

Quel est le rôle de l'État dans la configuration économique de la Russie ? Gilles Walter répond : « En marge des statistiques macroéconomiques, l'évolution structurelle majeure de l'économie russe est la confirmation du renforcement du rôle de l'État dans l'économie. Sa manifestation la plus visible et la plus controversée repose sur le développement tentaculaire

1. Gérard-François Dumont, « La démographie russe : un frein à l'expansion du marché », *Accomex*, n° 80-81, mars-juin 2008.
2. Gérard-François Dumont, « La Russie extrême-orientale et les migrations chinoises », dans Gabriel Wackermann (dir.), *La Russie*, Paris, Ellipses, octobre 2007.

des entreprises d'État. Rares sont les secteurs de l'économie où les compagnies publiques n'ont pas renforcé leur domination [...]. *Rosneft* est devenu le premier groupe pétrolier russe suite à une hausse de sa production. *Gazprom* est devenu le premier groupe énergétique diversifié d'Europe grâce à une politique d'acquisition massive dans les secteurs pétroliers et énergétiques. *RosOboronExport*, géant étatique du secteur militaro-industriel, a étendu son activité dans le secteur automobile [...] ou des matières premières. La réappropriation du contrôle capitaliste (et de la rente) par l'État est parfaitement symbolisée par le système financier. »¹ Si quatre compagnies pétrolières privées pesaient les deux tiers de la capitalisation boursière russe en 2003, en 2014, quatre compagnies publiques en représentent plus de 55 % : *Gazprom*, *Rosneft*, *Sberbank* et *UES*. Il subsiste cependant des déséquilibres importants dans l'allocation du capital, entre les secteurs rentiers et non rentiers ; entre les conditions de formation de l'équilibre épargne-investissement dans les grandes entreprises et dans les PME ; entre l'investissement productif et celui dans les infrastructures. Un talon d'Achille de l'économie russe reste la faiblesse de son secteur bancaire, ce qui pose la question de la place des autorités publiques dans ce domaine.

Au plan économique, les années Eltsine peuvent se résumer comme celles d'une privatisation opaque au profit de la néo-nomenklatura, des mafias et des oligarques. Puis, sous l'influence de clans issus du FSB et des « centristes libéraux » de l'équipe de l'ancien maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, les années Poutine voient l'émergence d'un modèle productif russe spécifique, caractérisé par la mise au pas des oligarques, la réappropriation de la rente par l'État et la mise en place d'institutions de développement dirigées par la puissance publique, au service d'un projet politique... et géopolitique. Au-delà des ruptures, on peut y lire une certaine continuité avec un modèle historique « russo-soviétique », notamment parce que le FSB est associé à cette stratégie.

C. Le projet géopolitique de la Russie poutinienne

Durant les années Gorbatchev (1985-1991), affaiblie par une crise systémique, l'Union soviétique développe une stratégie d'ancrage à l'Europe de l'Ouest, notamment à travers le discours de la « Maison commune européenne »... et le développement de la fuite des capitaux, parallèlement à l'augmentation de l'endettement extérieur². L'implosion de l'URSS, la perte du statut de superpuissance et les années de « transition » sont vécues par beaucoup de Russes comme une humiliation. Au début des années 2000, le renchérissement des hydrocarbures permet à la fois de mieux rembourser la dette extérieure et d'engager une nouvelle dynamique pour redevenir une puissance, tant vis-à-vis de « l'étranger proche » que du reste du monde, surtout grâce aux hydrocarbures.

Depuis 2004, en coupant à plusieurs reprises les flux de gaz et de pétrole pour dicter ses conditions à ses voisins – notamment l'Ukraine et la Biélorussie – la Russie s'affirme comme « une superpuissance énergétique prête à se servir de l'arme énergétique à des fins tant économiques que politiques. Dans le même temps, ces [...] crises ont révélé aux yeux des Européens la forte dépendance énergétique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie », constate un rapport de la délégation pour l'Union européenne du Sénat³. La reprise

-
1. Françoise Daucé et Gilles Walter, « Russie 2007. Un terrain balisé pour le futur président », *Courrier des pays de l'Est*, n° 1065, La Documentation française, janvier-février 2008, p. 20.
 2. Cf. Pierre Verluise, *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée*, Paris, Choiseul, 2009, chap. 1.
 3. Yves Pozzo di Borgo, « Union européenne – Russie : quelles relations ? », *Les rapports du Sénat*, n° 307, 2006-2007.

en main du secteur énergétique par l'État russe a été un préalable, et la société *Gazprom*¹ en devient le symbole. En janvier 2009, un nouveau conflit entre la Russie et l'Ukraine se solde par des ruptures de livraison de gaz pour une vingtaine de pays membres de l'Union européenne. En 2014, la question gazière revient au cœur de la crise ukrainienne.

Depuis la première présidence Poutine, la nouvelle diplomatie énergétique russe s'articule autour de trois objectifs : sécuriser les voies d'exportation, acquérir des actifs à l'étranger – notamment par des Fonds Souverains – et faire monter les enchères en annonçant son intention de diversifier les débouchés en direction de l'Asie ou des États-Unis, tout en nouant des alliances de revers avec d'autres pays producteurs. Par exemple, le 13 juillet 2008, *Gazprom* et l'Iran concluent un accord de coopération pour le développement des champs gaziers et pétroliers iraniens.

Depuis le début des années 2000, au nom de la défense des intérêts russes, le Kremlin s'est progressivement (re)mis en position d'imposer son contrôle sur l'exploitation des matières premières et des ressources naturelles de son territoire et son monopole sur le transit, tout en profitant de l'ouverture des marchés européens pour s'y implanter². Ce qui lui permet de s'aménager des positions de force pour l'avenir, afin d'atteindre le vieil objectif d'un ancrage européen. Durant la décennie 2010, la Serbie devient son point d'appui dans les Balkans occidentaux, comme nous l'avons vu plus haut.

En signant des accords avec des républiques d'Asie centrale fin 2007, la Russie réussit un doublé : capter la ressource de « l'étranger proche » pour la revendre – avec un bénéfice – aux Européens, et fragiliser le projet du gazoduc *Nabucco* imaginé par la Commission européenne pour accéder directement aux ressources de la mer Caspienne. L'Asie centrale devient ainsi une variable importante de la donne énergétique russe, permettant au Kremlin de consolider son ascendant sur l'UE, mais la Russie a aussi besoin de clients européens. Néanmoins, des experts s'interrogent sur les véritables possibilités d'exportations gazières et pétrolières du pays. Comme *Gazprom* investit insuffisamment et que Moscou tient les investisseurs étrangers à distance, on est en droit de se demander si la Russie pourra respecter ses engagements de fournitures... et à quel prix. En 2014, le gazoduc *Nabucco* n'a toujours pas vu le jour ; en revanche les gazoducs portés par la Russie pour toucher le marché européen fonctionne (*North Stream* depuis 2012) ou sont en bonne voie (*South Stream* à l'horizon 2015). La révolution des hydrocarbures non conventionnels peut cependant dévaluer une partie de la posture russe si les pays membres de l'UE les mettent en exploitation en dépit de leurs impacts environnementaux. Toutefois, en 2014, la Russie est un exportateur essentiel de gaz pour nombre de pays. Cette question du gaz reste au cœur des paramètres géopolitiques des relations entre la Russie et ses clients en Europe et, de plus en plus, en Chine, comme en témoigne, après une décennie de négociations, l'accord sino-russe de fourniture de gaz signé le 21 mai 2014, portant sur trente ans. La date de signature de cet accord n'est pas fortuite, dans un contexte de fortes tensions avec les pays occidentaux notamment sur la question de l'Ukraine.

-
1. Cf. Locatelli, Catherine, « Les stratégies d'internationalisation de Gazprom », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1061, La Documentation française, mai-juin 2007, p. 32-44.
 2. Cf. Céline Bayou et Pierre Verluise, « Russie, énergie et géopolitique », dans Annette Ciattoni (dir.), *La Russie*, Paris, Sedes, 2007, p. 81-110.

La création de « forces armées collectives de réaction rapide »

Le 4 février 2009, les dirigeants russe, arménien, biélorusse, kazakh, ouzbèke, tadjik et kirghize décident de créer des « forces armées collectives de réaction rapide ». Ces responsables entendent ainsi répondre à d'éventuelles « menaces extérieures », comme le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé. La veille, la Russie avait obtenu du Kirghizistan qu'il ferme une base militaire américaine mise en place en 2001 sur son territoire. Ces décisions peuvent s'interpréter comme un resserrement des liens entre les pays en question.

Pour autant, la Russie est-elle redevenue une grande puissance ? Anne de Tinguy répond avec prudence, notamment parce que le pays demeure marqué par la faiblesse des infrastructures et une tendance lourde à la dépopulation¹. « Ces contraintes économiques et démographiques font de la Russie non pas une grande puissance qui pourrait se suffire à elle-même et peser sur le reste du monde, mais une puissance moyenne qui a besoin du monde extérieur pour diversifier et moderniser son économie et dont l'intérêt est de stabiliser ses positions internationales en s'appuyant sur des partenaires fiables. »² En 2013, V. Poutine fait cependant une démonstration de puissance en prenant à contre-pied la stratégie française à l'égard du régime syrien – accusé d'avoir utilisé des gaz mortels contre sa population – en proposant une mise sous contrôle international de ces armes. Il s'agit pour la Russie qui, rappelons-le, bénéficie d'un des cinq sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, de démontrer que les Occidentaux ne peuvent pas faire sans elle, bref qu'elle redevient un acteur avec lequel il faut compter. En mars 2014, l'annexion par la Russie de la Crimée, territoire que Khrouchtchev avait affecté en 1954 à l'Ukraine soviétique, est une nouvelle démonstration de puissance, qui sert en outre la géopolitique interne de Poutine. Car la très grande majorité des Russes approuvent cette annexion d'un territoire utile à la Russie pour mieux accéder aux mers chaudes.

L'Union européenne élargie saura-t-elle négocier de manière cohérente avec la Russie ou lui laissera-t-elle jouer de ses atouts et de ses réseaux ? Les relations UE-Russie sont particulièrement délicates en ce qui concerne le voisinage commun. Les relations Otan-Russie entrent ici en synergie, puisque le Kremlin s'oppose à l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan.

2. L'Ukraine tiraillée

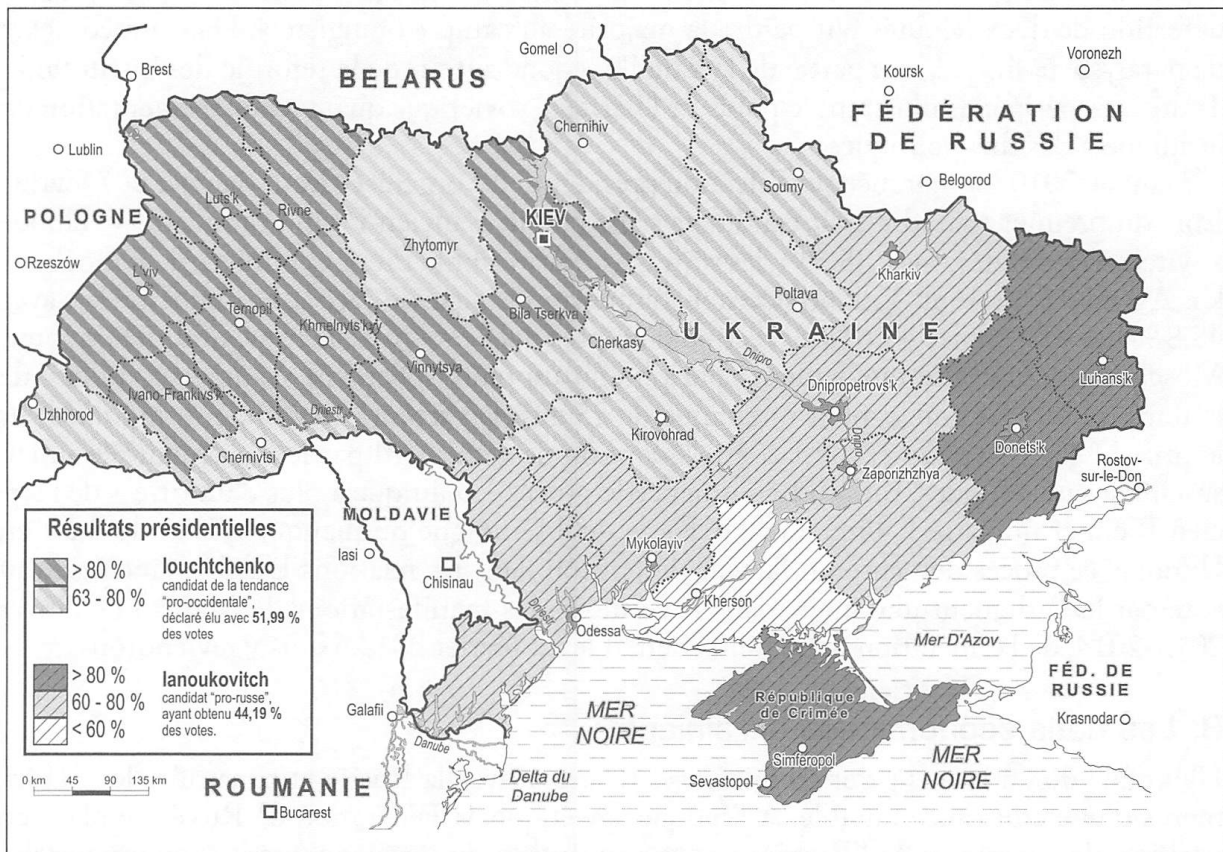
Il existe, depuis plusieurs siècles, deux prétendants à la domination sur l'Ukraine : la Pologne et la Russie. Chacun de ces pays fabrique des constructions légitimatrices et multiplie les publications *pro domo*³. Pour s'en tenir ici aux années les plus récentes, rappelons d'abord les circonstances et les suites de la Révolution orange. Puis nous présenterons les défis économiques et géopolitiques de l'Ukraine.

1. Cf. Gérard-François Dumont, « La Russie en forte dépopulation », *Population & Avenir*, n° 684, septembre-octobre 2007, p. 3. Voir aussi ce qui se rapporte aux causes démographiques de la fin de l'URSS dans la conclusion de Gérard-François Dumont, *Démographie politique*. Les lois de la géopolitique des populations, Paris, Ellipses, 2007.
2. Anne de Tinguy, *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, CERI/Autrement, 2008, p. 207.
3. Cf. Daniel Beauvois, « Deux "prétendants" historiques à la domination de l'Ukraine », *Transitions & Sociétés*, n° 10, juillet 2006, et <http://www.diploweb.com/forum/ukraine06112.htm>

A. La Révolution orange, et après ?

Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle de 2004, Victor Iouchtchenko – candidat de la coalition d'opposition « Notre Ukraine » – est empoisonné. Défiguré, il poursuit néanmoins sa campagne. Au premier tour, il récolte 39,9 % des voix et devance d'un demi-point le Premier ministre pro-russe, Victor Ianoukovitch. Au second tour, en dépit des protestations de l'opposition et des observateurs internationaux contre les fraudes massives, V. Ianoukovitch est déclaré vainqueur.

À l'annonce de la victoire au deuxième tour du Premier ministre, l'opposition appelle à manifester. Les États-Unis et l'UE dénoncent les fraudes. La Pologne active ses réseaux pour que Washington et Bruxelles soutiennent V. Iouchtchenko. Seul le président russe, V. Poutine, félicite le Premier ministre de son « élection ». Des représentants de Washington, de Varsovie et de Bruxelles se déplacent à Kiev pour soutenir les manifestants qui occupent jour et nuit la place de l'indépendance, malgré un froid glacial. Devant d'immenses assemblées, V. Iouchtchenko s'affiche aux côtés d'une femme qui devient une « icône politique » : Ioulia Timochenko. Le 3 décembre 2004, la Cour suprême d'Ukraine annule le précédent scrutin et fixe un nouveau second tour au 26 décembre 2004.



© Geopolitical Affairs – Gérard-François Dumont, R. Sarian.

Carte 19 : Les deux Ukraine, « pro-russe » et « pro-occidentale »

Lors du « second deuxième tour » le taux de participation atteint 77,2 %. V. Iouchtchenko remporte l'élection présidentielle. I. Timochenko est nommée Premier ministre et réalise une série de déplacements pour défendre la candidature « informelle » de l'Ukraine à l'UE

et à l'Otan¹. Cependant, les relations se dégradent rapidement entre les deux têtes de l'exécutif. Dans un contexte de crise politique, le gouvernement Timochenko est limogé le 7 septembre 2005.

Le 26 mars 2006, les élections législatives placent en tête le « Parti des régions » – pro-russe – avec 32,1 %. Il devance le « Bloc » de I. Timochenko et « Notre Ukraine » de V. Iouchtchenko. Le 3 août 2006, le président Iouchtchenko doit se résigner à nommer Premier ministre... son ancien rival V. Ianoukovitch. Celui-ci prend ses distances avec l'UE et plus encore avec l'Otan. En mai 2007, l'Ukraine risque par deux fois de basculer dans une crise majeure, avec un assaut du Parquet général, puis des manœuvres pour prendre le contrôle des structures de forces. Dans l'après-midi du 25 mai, l'hypothèse d'une mise aux arrêts du président est même envisagée.

Énième coup de théâtre, après des élections législatives anticipées, I. Timochenko revient à la tête du gouvernement le 18 décembre 2007. Les relations entre le président Iouchtchenko et I. Timochenko demeurent néanmoins très conflictuelles. La proximité affichée lors de la Révolution orange n'est plus qu'un lointain souvenir. Le pays s'enfonce dans la crise politique. Le 13 mai 2008, les députés du Bloc de I. Timochenko empêchent physiquement le président de prononcer son allocution annuelle devant le Parlement. Le 6 juin 2008, la défection de deux députés fait perdre la majorité au camp « orangiste ». Dans un contexte de paralysie politique, une partie de la bataille se joue autour de la réforme des institutions. Toutes ces péripéties illustrent le poids de l'héritage soviétique quant à l'instrumentation du juridique à des fins politiques.

L'année 2010 est marquée par l'élection présidentielle, organisée les 17 janvier et 7 février. Lors du premier tour, dix-huit candidats s'affrontent. L'ancien Premier ministre V. Ianoukovitch arrive en tête avec 35,3 % des suffrages, devançant le Premier ministre I. Timochenko. Au deuxième tour, V. Ianoukovitch l'emporte de justesse face à I. Timochenko, avec 48,8 % des voix contre 45,6 %. L'élection d'un président pro-russe marque une victoire pour Moscou qui en profite rapidement pour obtenir un renouvellement avantageux du bail de la flotte russe en Crimée, pour une durée de 25 ans. En retour, Kiev obtient un rabais sur le prix du gaz russe. Le 27 avril 2010, l'adoption de cet accord par le Parlement ukrainien suscite des polémiques. En 2011 commence le procès – politique à plus d'un titre – de l'ancien Premier ministre I. Timochenko. Parce qu'il témoigne du manque d'État de droit en Ukraine, ce procès demeure un facteur de tension dans les relations UE-Ukraine jusqu'au vote par le Parlement ukrainien, dans le contexte des manifestations de Maïdan de l'hiver 2013-2014, de la libération de I. Timochenko le 22 février 2014. Nous y reviendrons.

B. Les défis économiques ukrainiens

L'Ukraine doit à la fois gérer au mieux ses relations avec la Russie et construire les fondements d'une croissance durable. À l'époque soviétique, la Fédération de Russie se place en position de « centre » de l'Empire par sa conception du développement économique des républiques composant l'URSS. La Russie se met au poste de commande en développant à la périphérie des spécialisations qui nouent des interdépendances.

Aussi, lorsque l'URSS implose, l'économie ukrainienne et russe sont-elles intégrées. Au milieu des années 1990, l'Ukraine dispose des seules usines de la CEI qui fabriquent des tubes adaptés aux grands et aux petits gazoducs russes, mais elle dépend toujours de la Rus-

1. Cf. Pierre Verluise, *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée*, Paris, Choiseul, 2009, chap. 6.

sie pour l'essentiel de sa consommation de gaz¹. Puis, en fonction du degré d'allégerance de Kiev, Moscou rapproche la facturation du gaz à l'Ukraine des prix mondiaux.

Dans les années 2000, plus du tiers des échanges extérieurs ukrainiens se fait encore avec la Russie, qui demeure le premier investisseur direct et indirect en Ukraine. Selon certains experts, les grandes firmes russes, privées ou publiques, contrôleraient jusqu'à 60 % de l'économie ukrainienne. Les investissements russes sont pour l'essentiel destinés aux régions russophones d'Ukraine – Est et Sud – ce qui entretient leur attachement aux intérêts de Moscou. Les élections démontrent que ces régions votent généralement pour les candidats pro-russes². En 2005, 82 % du gaz russe à destination de l'Europe transite par l'Ukraine. En partie pour diminuer la position stratégique qui en résulte, la Russie signe à cette date avec l'Allemagne un accord pour la construction d'un gazoduc sous-marin *via* la mer Baltique, *Nord Stream*, gazoduc entré en fonction en 2012.

Paradoxe : alors que, dans les années 2000, la situation politique ukrainienne est restée assez instable, l'économie a fait longtemps bonne figure. L'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 5 février 2008, a témoigné des efforts réalisés par les autorités après la Révolution orange. La croissance économique moyenne de l'Ukraine a été tirée par une consommation privée portée par les crédits aux particuliers, les investissements et les échanges extérieurs dans un contexte d'amélioration des termes de l'échange. Ainsi, en 2006, les hausses des prix des métaux permettent de compenser le choc du quasi-doublement des prix d'importation du gaz russe. En outre, l'Ukraine pourrait mieux tirer partie de ses « terres noires », le fameux tchernoziom, riche en carbonate de chaux. Pour autant, l'Ukraine reste un des pays les plus pauvres d'Europe.

Le contexte demeure instable, les investissements demeurent trop limités et le commerce extérieur peu diversifié. Les exportations sont pour l'essentiel composées de métaux, machines, équipements et matériels de transports, dérivés de produits pétroliers. Compte tenu d'une tendance prononcée au vieillissement et à la dépopulation, le pays doit s'interroger sur la pérennité du système des retraites sans relever l'âge de départ en retraite. La crise économique induit un ralentissement brutal de l'activité dans un pays qui reste caractérisé par l'absence de séparation bien établie entre le *business* et la politique.

C. L'Ukraine, l'Otan et l'UE

Durant la Révolution orange, V. Iouchtchenko et I. Timochenko se font les avocats de la candidature de l'Ukraine à l'Otan et à l'UE.

En réalité, l'établissement de relations entre l'Ukraine et l'Otan a commencé par étapes successives durant les années 1990. À la veille du sommet de l'Otan à Bucarest (avril 2008), le président Iouchtchenko justifie ainsi son ambition d'y adhérer : « Au cours des quarante dernières années, l'Ukraine a proclamé cinq fois son indépendance. À quatre reprises, elle l'a perdue, faute d'avoir eu les garanties internationales nécessaires à sa sécurité. La question de l'appartenance de l'Ukraine à l'Otan est liée à celle de sa souveraineté. Voici mon message aux nations européennes : prêtez l'oreille à la voix de l'Ukraine, ne répétez pas les fautes qui jalonnent notre histoire. Œuvrer à une Ukraine libre, indépendante, souveraine n'est pas le seul privilège des Ukrainiens, c'est aussi la responsabilité des Européens. L'accès-

1. Tandis que l'économie de sa province de Crimée dépend beaucoup de la base de Sébastopol, louée à la Russie.
2. Gérard-François Dumont, « L'Ukraine est-elle pour la Russie un pays étranger ? », dans Gabriel Wackermann (dir.), *La Russie*, Paris, Ellipses, 2007.

sion au MAP [Plan d'action en vue de l'adhésion] ne menace pas la Russie. L'Ukraine est une nation souveraine, elle a le droit de former sa propre politique de sécurité. »

La même année, des intellectuels français, comme André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy, invitent à « sanctuariser » ce territoire et à ne pas céder aux pressions russes¹. Mais, en avril 2008, le sommet de l'Otan à Bucarest se solde par un refus d'accorder un MAP à l'Ukraine, en dépit des appels pressant de G. W. Bush de ne pas accorder ainsi *de facto* à la Russie un « droit de veto » déguisé sur les décisions de l'Otan. Alexandre Adler applaudit : « Il faut se féliciter très clairement qu'une conjonction franco-allemande, enfin reconstituée pour la circonstance, ait enterré le projet de candidature de l'Ukraine et de la Géorgie à l'Otan. »² Accorder à l'Ukraine un MAP aurait été, selon cet auteur, « un acte de guerre, à tout le moins un acte de guerre froide caractérisé. » L'élection du candidat pro-russe Ianoukovitch à la présidence ukrainienne en 2010 et le durcissement de la Russie de V. Poutine, à compter de son retour au Kremlin, semblent rendre l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan particulièrement aléatoire. La coopération Ukraine-Otan se poursuit cependant, comme en témoigne en septembre 2013 la participation d'une frégate de la marine ukrainienne à l'opération Ocean Shield de l'Otan contre la piraterie dans la corne de l'Afrique. Les manifestations de 2013-2014 en Ukraine conduisent à la destitution de Ianoukovitch.

L'UE parfois otage des relations Russie-Ukraine ?

En janvier 2009, le prix du gaz est au cœur d'une nouvelle crise entre la Russie et l'Ukraine. Plusieurs pays membres de l'UE en deviennent indirectement victimes puisqu'au cœur d'un hiver rigoureux leur approvisionnement en gaz russe via l'Ukraine est suspendu. Or, la Russie ne devrait-elle pas faire plus grand cas de l'Union européenne dans sa façon de gérer ses conflits avec l'Ukraine ?

En effet, depuis de nombreuses années, la balance commerciale UE-Russie est largement excédentaire au bénéfice de Moscou. Autrement dit, l'Union européenne est une très bonne cliente... des hydrocarbures russes. Gaz et pétrole constituent l'essentiel des importations communautaires. De 1999 à 2007, selon Eurostat, le déficit cumulé de la balance commerciale de l'Union européenne avec la Russie atteint 375,4 milliards d'euros !³ Une somme qui représente presque dix fois les flux d'Investissements directs étrangers entrants en Russie pour l'année 2007. L'excédent commercial russe cumulé entre 1999 et 2007 avec l'UE dépasse même les réserves de la Banque centrale russe, or exclu, pour l'année 2007 : 317 milliards d'euros. Une partie de ces revenus est investie dans l'économie russe – en forte croissance jusqu'à l'été 2008.

Alors, début 2009, pourquoi la Russie prend-elle le risque d'une rupture de l'approvisionnement gazier de plusieurs États membres de l'UE ? D'abord, il ne déplaît pas à Moscou de peser sur la situation économique et politique en Ukraine. Les dirigeants russes n'acceptent pas que certains dirigeants ukrainiens envisagent d'adhérer à l'UE et encore moins à l'OTAN. Ensuite, parce qu'il s'agissait peut-être de dévaloriser Kiev aux

1. Cf. André Glucksmann et Bernard-Henry Lévy, « Accueillir l'Ukraine et la Géorgie », *Le Monde*, 2 avril 2008.
2. Alexandre Adler, « L'intérêt des États-Unis et celui de l'Europe dans l'Otan », *Le Figaro*, 5 avril 2008.
3. Eurostat, base de données en ligne. Consultation : janvier 2009.
4. Dans Jean-Pierre Pagé (dir.), *Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale 2008*, Les études du CERI, n° 151, décembre 2008, p. 47.

yeux de Bruxelles. En faisant apparaître l'Ukraine comme un pays de « voleurs de gaz », la crise semble indiquer que ce pays complexe n'offre pas les garanties suffisantes pour le transit d'un produit stratégique à destination de l'Union européenne. Ce qui revient à valoriser les gazoducs de contournements alors préconisés par Moscou, *Nord Stream* via la mer Baltique, *South Stream* via la mer Noire. Deux projets que Moscou maîtrise, alors que le projet du gazoduc *Nabucco* – soutenu par la Commission européenne – n'avance guère. En effet, la Russie a su mettre la main sur une partie du gaz d'Asie centrale que visait Bruxelles, et la guerre du mois d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie a rapproché les chars russes du corridor énergétique caucasien. En outre, les incertitudes qui pèsent sur l'avenir politique de l'Iran ne permettent pas d'assurer que *Nabucco* puisse à moyen terme être valorisé par un apport complémentaire de gaz iranien.

En fait, nombre de pays du Sud-Est européen ont déjà fait leur choix – *South Stream* – en contradiction avec le projet *Nabucco* soutenu par la Commission européenne. En Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie, Moscou a pu trouver des points d'appui pour développer sa stratégie. Devant tant d'incohérence communautaire, Moscou considère qu'il peut prendre le risque d'une suspension provisoire de l'approvisionnement gazier d'une Union européenne qui, pourtant, lui remplit ses caisses.

L'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne se présente-t-elle plus facilement ? Alors Premier ministre, I. Timochenko plaide ainsi à Paris, en 2005 : « Nous n'entrons pas en Europe, nous retournons vers l'Europe. D'ailleurs, c'est un ingénieur français qui a fait la première carte de l'Ukraine. Je suis venue pour apprendre comment faire de l'Ukraine une société comme la vôtre. Notre équipe a fait le choix de passer par le cœur de chacun. Venez en Ukraine, depuis mai 2005 vous n'avez plus besoin d'un visa ! Nous sommes liés à la Russie, mais nous ne pouvons pas nous imaginer sans le rêve européen et ses standards. L'Ukraine va faire les efforts nécessaires pour être digne de l'UE. Nous voudrions poser notre candidature le plus vite possible, mais il faut privilégier les consultations permanentes pour attendre le moment optimal. Puis l'intégration ne sera plus qu'une formalité politique. »¹

Trois ans plus tard, l'Ukraine n'est toujours pas engagée dans une dynamique de pré-adhésion à l'UE et demeure dans le cadre de la Politique européenne de voisinage. La situation politique, la lenteur des réformes... et les pressions de la Russie semblent peser plus lourd que les désirs de la Pologne et de Washington.

Cependant, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 a un effet indirect sur les relations entre l'UE et l'Ukraine. Le 9 septembre 2008, le sommet Union européenne-Ukraine marque peut-être un tournant. En effet, les parties présentes reconnaissent que « l'Ukraine, pays européen, partage avec l'Union européenne une histoire et des valeurs communes. Ils se félicitent que le nouvel accord entre l'Union européenne et l'Ukraine sera un accord d'association, qui laissera la voie ouverte à des développements progressifs supplémentaires dans les relations UE-Ukraine. L'Union européenne prend acte des aspirations européennes de l'Ukraine et se félicite de son choix européen. »² La mise en œuvre d'un accord d'association est engagée, ce qui pourrait à terme, déboucher sur une candidature, puis une adhésion. Après l'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce en mai 2008,

1. 14 juin 2005, Paris, Institut d'études politiques. Notes de Pierre Verluise.

2. « Sommet Union européenne – Ukraine. Palais de l'Élysée », mardi 9 septembre 2008, <http://www.elysee.fr/>

les négociations sur l'établissement d'une zone de libre-échange complète et approfondie (DCFTA) entre ce pays et l'UE sont entamées, en tant que partie intégrante de l'accord d'association envisagé.

En novembre 2009, un agenda d'association UE-Ukraine est adopté en remplacement de l'ancien plan d'action afin de préparer et faciliter l'entrée en vigueur d'un nouvel accord. L'année suivante, l'élection à la présidence du candidat pro-russe V. Ianoukovitch jette un froid, mais, en 2011 et 2012, l'Ukraine et l'UE se mettent cependant d'accord sur une liste de 90 priorités d'action. Fin 2011, un texte d'accord d'association est finalisé, puis paraphé en mars 2012.

En novembre 2013, le président ukrainien Ianoukovitch refuse au dernier moment de signer l'accord d'association avec l'UE, pourtant précédemment paraphé. Cette décision tardive et non expliquée déclenche de nombreuses manifestations d'une population largement mécontente de son régime politique très corrompu. Le dimanche 24 novembre 2013, plus de 100 000 personnes manifestent pour un rapprochement avec l'Union européenne. Le 1^{er} décembre 2013, des manifestations se développent à Kiev, Lviv, Odessa et Kharkov. Le 8 décembre commence un mouvement appelé « Leninopad » qui consiste à démonter les statues de Lénine. Les manifestants, malgré une répression parfois violente causant des morts, occupe la place (Maïdan) de l'indépendance à Kiev pendant l'hiver 2013-2014, mais aussi les places de nombreuses autres villes de l'Ukraine, surtout dans l'ouest du pays. Le 16 janvier 2014, le Parlement adopte à main levée des lois liberticides qui prévoient 15 ans de prison contre les manifestants. Ces lois provoquent une radicalisation de l'opposition et élargissent la base des manifestations. Une partie de ces lois est annulée le 28 janvier. Le 3 février, la Russie envoie plusieurs milliers de forces spéciales déstabiliser l'Ukraine. Le 21 février, les États-Unis prennent des sanctions contre les dirigeants ukrainiens. Le 22 février 2014, le Parlement ukrainien destitue le président ukrainien Ianoukovitch.

Le 27 février 2014, un nouveau Premier ministre, Arseni Iatseniouk, est nommé. Le 28 février 2014 débute une intervention militaire russe en Crimée, coordonnée par le service de contre-espionnage de l'armée russe, le GRU. Le 3 mars 2014, le G7 exclut la Russie et refuse la rencontre prévue à Sotchi avec la Russie. Le 11 mars 2014, la Commission européenne annonce un plan d'aide à l'Ukraine de 11 milliards d'euros. Le 15 mars, la commission de Venise¹ déclare illégitime le référendum organisé par la Russie en Crimée le 16 mars, pour le rattachement à la Russie. Le 19 mars, l'Ukraine refuse de participer à un sommet de la CEI. Le 21 mars 2014, Kiev signe le premier volet d'un accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Le 27 mars 2014, à l'ONU, 100 pays votent en faveur de l'Ukraine et condamnent l'annexion de la Crimée. Le 25 mai 2014, en dépit des craintes, une élection présidentielle se déroule avec une forte mobilisation des électeurs, à l'exception des régions orientales de Donetsk et Louhansk, privées de scrutin par des séparatistes, et sans la participation de la Crimée, revenue dans le giron russe depuis mars 2014. Petro Porochenko est élu dès le premier tour avec 54,7 % des voix, ce qui lui donne une légitimité dont il peut se prévaloir tant vis-à-vis de la Russie que pour mettre en œuvre l'accord d'association avec l'UE. Une association qui ne signifie pas nécessairement une future adhésion. En effet, d'un côté, les dirigeants ukrainiens sont très partagés à l'idée d'une adhésion à l'UE et plus encore à l'Otan. De l'autre, des dirigeants de l'UE s'interrogent sur la poursuite des élargissements d'une UE incapable de fixer sa géographie.

1. Organe consultatif du Conseil de l'Europe sur les questions institutionnelles.

Enfin, il faut peut-être sortir d'une vision binaire qui verrait la Russie systématiquement « perdante » en cas de rapprochement – voire d'adhésion – de l'Ukraine à l'UE. Il existe, en effet, nombre d'intérêts économiques russes en Ukraine qui pourraient utiliser les opportunités commerciales induites. Une nouvelle distribution des cartes permettrait aussi à certains réseaux de transformer une frustration en une ressource stratégique. Frontalière de l'UE depuis 2004, la Russie serait encore plus proche de l'espace communautaire et mieux à son aise pour y peser de tout son poids. Mais, en toute hypothèse, la Russie n'entend pas perdre totalement la main en Ukraine, pays avec lequel ses échanges économiques sont importants.

Un autre sujet sensible dans les relations UE-Russie concerne la Moldavie.

3. La Moldavie, un espace géopolitique partagé

La Moldavie, État aujourd'hui sans façade maritime, enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, a constitué tout au long du XIX^e siècle l'avant-poste russe pour le contrôle du Danube et des détroits. Depuis, ses frontières ont été redessinées, et ce pays suscite des rivalités entre la Russie et la Roumanie. Certains courants roumains se feraient volontiers les avocats d'une adhésion de la Moldavie à l'UE. Cependant, la Moldavie est affaiblie par la sécession de la Transnistrie, un État *de facto* où stationne la XIV^e armée russe. Commençons par une mise en perspective historique de la Moldavie, puis présentons la situation socio-économique. Il sera temps, alors, d'aborder la question de la Transnistrie.

A. Une histoire mouvementée et une géographie mouvante

La Moldavie, explique Florent Parmentier, « connaît une histoire mouvementée depuis la création de la principauté de Moldavie au XIV^e siècle. En effet, cette dernière passe sous domination ottomane dès le XVI^e siècle, avant d'être annexée par la Russie en 1812, suite au traité de Bucarest (1812). La région conquise, qui correspond à la partie orientale de la principauté de Moldavie, prend alors le nom de "Bessarabie". La population de la Bessarabie a pu choisir de se réunifier avec la Roumanie en 1918, suite à la désorganisation de l'Empire tsariste. Le pacte Ribbentrop-Molotov¹ (23 août 1939) permet à l'URSS de reprendre possession de ce territoire en 1940. En juin 1941, les troupes allemandes et roumaines s'entendent pour reprendre la Moldavie à l'URSS, mais les Soviétiques reprennent le contrôle du territoire en août 1944. De 1945 à l'indépendance du pays (1991), la République de Moldavie reste dans le giron soviétique. La Bessarabie connaît alors des modifications territoriales : le nord et le sud du pays sont transférés à l'Ukraine. En échange, la Bessarabie reçoit la Transnistrie, qui était jusqu'alors une région ukrainienne. La République de Moldavie déclare son indépendance en août 1991, et l'obtient définitivement en décembre 1991 lors de la dissolution de l'URSS. Depuis lors, la formation d'un État indépendant et viable a constitué l'objectif des différents gouvernements. Si l'on en juge par le désenchantement généralisé de la population, cette tâche reste encore en grande partie inachevée. »² Sa capitale est Chisinau, anciennement connue sous son nom russe de Kichinev. La population de la Moldavie est estimée à 4,1 millions d'habitants en 2013. L'audience du Parti commu-

1. Le pacte Ribbentrop-Molotov, du nom des signataires, est aussi appelé le pacte germano-soviétique. (Cf. le chapitre consacré à la Pologne).

2. François Parmentier, « La Moldavie et la Transnistrie. Géopolitique du voisinage euro-russe », avril 2006, www.diploweb.com/forum/moldavie06041.htm.

niste moldave, au pouvoir de 2001 à 2009, s'est érodée par les médiocres performances de l'économie. Lors des scrutins de 2009, la mise en évidence de la coupure en deux du corps électoral engendre trois années de crise politique. Enfin, en 2012, après un arrêt de la Cour constitutionnelle, l'élection à la Présidence de Nicolae Timofti, due à une coalition intitulée Alliance pour l'intégration européenne, est validée. Le 29 novembre 2013, un accord d'association UE-Moldavie est paraphé durant le sommet du partenariat oriental de Vilnius. Sa signature définitive est effective le 27 juin 2014.

À cette date, L'UE a signé trois accords d'association : Georgie, Ukraine et Moldavie. Les trois pays ont pour caractéristique commune de ne pas être souverains sur la totalité de leur territoire. La Georgie ne maîtrise pas l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. L'Ukraine a perdu le contrôle sur la Crimée. Et la Moldavie ne contrôle pas la Transnistrie.

B. Pauvreté et émigration

La Moldavie est un des pays les plus pauvres d'Europe. Son économie est à la fois marquée par les héritages d'une économie planifiée, les difficultés de la transition vers une économie de marché, un emploi agricole important, l'insuffisance des infrastructures... et une grande dépendance économique à l'égard de la Russie, tant pour ses importations énergétiques que pour ses exportations. Ce qui met le Kremlin en position de force. S'ajoutent une forte criminalité organisée et une corruption endémique.

Effectivement, la Moldavie « n'a pas été en mesure, depuis l'indépendance, d'assurer un niveau de vie décent à ses citoyens. On peut attribuer cet état de fait pour une part à l'impéritie de ses dirigeants, qui par exemple n'avaient pas lancé, après la sécheresse de 2003, le plan d'irrigation qui aurait permis de soustraire l'agriculture aux aléas climatiques. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que près du tiers de ses citoyens cherchent à échapper à la misère en s'expatriant, et que la question de l'identité nationale dans un pays divisé reste problématique, comme en témoignent les nombreuses demandes de citoyenneté déposées dans les consulats roumains. »¹ La politique de « passeportisation » pratiquée par la Roumanie au bénéfice de Moldaves a des incidences sur toute l'UE, incidences qui ne faiblissent pas depuis la levée, le 1^{er} janvier 2014, des restrictions de l'UE à la libre circulation de la main-d'œuvre roumaine. Un aspect sombre de l'émigration moldave tient au rôle de réseaux qui déploient en Europe des bataillons de femmes contraintes à la prostitution.

C. La Transnistrie, État de facto

Avant septembre 1990, la Transnistrie, région ukrainienne puis moldave, n'avait jamais été indépendante quand s'amorce un conflit qui cause la mort d'un millier de personnes. Depuis, ce liseré de 4 163 km² situé à l'Est de la Moldavie, à proximité du Dniestr, « fait partie des États séparatistes post-soviétiques qui constituent des zones de tension. On ne peut réduire ce conflit à une rationalité unique économique, ethnoculturelle ou extérieure. Le facteur économique n'a pas été le moteur du conflit, même si la Transnistrie était plus industrialisée que le reste de la Moldavie. Par ailleurs, l'entité séparatiste était certes plus russifiée, mais on trouvait plus de Russes dans la capitale moldave, Chisinau, que dans toute la Transnistrie. Enfin, la Russie disposait d'une présence militaire sur place et paraissait réticente à l'idée de perdre son influence dans la région. Sa complicité avec les élites transnistriennes n'est

1. Agnès Bon, « Moldavie 2007. Toujours sous perfusion », *Courrier des pays de l'Est*, n° 1065, La Documentation française, janvier-février 2008, p. 72.

certes plus à établir. Cependant, le Kremlin n'aurait pu déclencher seul le conflit sans un mouvement local qui soutienne le séparatisme. [...] Moscou intervient directement dans les affaires transnistriennes en aidant à la construction d'un État et d'institutions, notamment celles liées aux services de sécurité et les dirigeants locaux s'appuient sur leurs liens avec divers niveaux de l'administration russe (ministères de la Défense, groupes oligarchiques, etc.). »¹

Les diverses tentatives pour régler ce conflit ont échoué. Début 2008, lorsque des pays membres de l'UE annoncent leur intention de reconnaître l'indépendance du Kosovo, Moscou menace de faire de même avec la Transnistrie. Celle-ci reste un enjeu de sécurité pour l'UE : risques de déstabilisation régionale, présence non désirée de troupes militaires étrangères, criminalité transfrontalière... Il s'agit du conflit le plus proche des frontières de l'UE, puisqu'il est situé à 70 kilomètres de la Roumanie. Il pèse également sur une hypothétique adhésion de la Moldavie à l'UE.

Le cas de la Biélorussie, précédemment étudié, comme ceux de l'Ukraine et de la Moldavie, invite à s'interroger sur les révolutions colorées des années 2000.

4. La fin des révolutions colorées ?

Au début des années 2000, l'Ukraine n'est pas le seul terrain où des contestations se lèvent contre Moscou. Après avoir été dépassé, le Kremlin semble cependant décidé à reprendre la main.

A. Une vague se lève...

Que signifie l'expression « révolutions colorées » ? Florent Parmentier répond : « On a appelé "révolutions colorées" une série de protestations populaires contre les régimes semi-autoritaires des pays post-communistes. Ces dernières ont été portées notamment par des mouvements de jeunesse, agissant par des moyens non-violents contre des régimes perçus comme autoritaires et corrompus. Ils se sont développés en dehors des cercles d'opposition des pays concernés, mais partagent l'objectif général du changement de régime. Ces organisations se développent selon un modèle horizontal. Elles n'ont généralement pas de leaders irremplaçables ou de structures centralisées. Elles disposent d'un sens aigu de la communication, avec des logos facilement identifiables.

La dynamique s'amorce en Serbie avant de gagner progressivement l'espace post-soviétique. Le mouvement étudiant *Otpor* (*Résistance*) a joué un rôle déterminant dans le soulèvement de l'automne 2000 contre le régime de Milosevic. C'est ensuite au tour de *Kmara* (*Assez*) de participer à la "révolution des roses" après les élections législatives géorgiennes de 2003. Le jeune président Mikhaïl Saakashvili remplace alors l'ancien ministre des Affaires étrangères soviétique, Édouard Chevarnadze. La troisième étape postcommuniste se déroule en Ukraine, lors de l'élection présidentielle de 2004. La fameuse "révolution orange" éclate au grand jour, en plein hiver, sur la place centrale de Kiev, Maïdan. La présence de l'ONG *Pora* (*Il est temps*) n'est pas étrangère à la mobilisation massive des Ukrainiens contre les fraudes électorales. [...]. Enfin, en mars 2005, la "révolution des tulips" du Kirghizistan aboutit au

1. François Parmentier, « La Transnistrie. Un État *de facto* à la frontière de l'UE », janvier 2007, www.diploweb.com/forum/transnistrie07012.htm

renversement du président Akayev, grâce notamment aux jeunes activistes de *Kelkel (Rennaissance et étincellement du bien)*. »¹

Ces « révolutions » contribuent à la dégradation des relations russo-américaines, la Russie voyant un « complot de Washington » derrière les ONG à l'œuvre dans ce que Moscou considère comme sa zone d'influence. Après les élargissements de l'Otan et de l'UE, V. Poutine lit ces événements à travers le prisme d'une opposition géopolitique entre l'Occident et la Russie.

B. ...mais l'écume retombe...

En 2008, la vague de démocratisation de la CEI semble stoppée. Depuis 2005, à l'exception du Maïdan ukrainien de l'hiver 2013-2014, les autres tentatives se sont soldées par des échecs. La Biélorussie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan... et la Russie ont « échappé à la contagion démocratique ».

Néanmoins, les espoirs de démocratisation partagés par les Occidentaux et une partie des populations semblent en partie déçus. Les dirigeants arrivés au pouvoir après les « révolutions colorées » étaient déjà souvent des familiers de ses arcanes et le renouvellement des « élites » tarde. Ce qui peut expliquer non seulement la poursuite de la corruption, du népotisme et du clientélisme, mais encore la lenteur des réformes. Le partage des richesses entre clans rivaux semble bien plus urgent, *via* des privatisations et une redistribution des ressources au profit des vainqueurs.

C. ...et Moscou tente de reprendre la main

La Russie essaie d'éviter que les pays qui ont connu des « révolutions colorées » ne lui échappent totalement. La palette comprend des mesures politico-militaires, des représailles économiques, des expulsions de ressortissants... Pour éviter la contagion à de nouveaux pays, le FSB russe aide par exemple le KGB biélorusse à surveiller les ONG locales et étrangères, notamment leurs sources de financement. Les renseignements récoltés permettent de couper les ailes des mouvements d'opposition.

V. Poutine retourne également contre l'Occident les techniques du *soft power*. Le cas de l'ONG transnistrienne *Proryv (Percée)* est intéressant par le renversement qu'il opère. F. Parmentier soulève le voile : « Comme ses prédécesseurs, *Proryv* s'appuie sur une iconographie emblématique et la maîtrise d'actions de rue. Mais l'installation de tentes et la célèbre photo en noir et blanc d'Ernesto "Che" Guevara, choisie comme emblème, ne doivent pas cacher des objectifs politiques de non-ingérence de l'Occident plutôt que de réformes internes. Au début de 2005, ce mouvement de jeunesse est créé par des forces radicales transnistriennes, notamment par Dimitri Soin, un officier du ministère de la sécurité d'État de Transnistrie. Sa création se veut une assurance contre une éventuelle "révolution colorée" ».

Cependant, si ce groupe de Transnistrie s'appuie sur la même logique de communication que les mouvements précédemment cités de Géorgie ou d'Ukraine, il ne conteste nullement la situation politique locale. Il tend au contraire à vouloir des changements externes – la reconnaissance de l'indépendance transnistrienne, ainsi que la non-ingérence de l'OSCE et des États-Unis. Il dénonce également la « manipulation de la démocratie » à l'œuvre dans les

1. François Parmentier, « Mouvements de jeunesse et "révolutions colorées" dans l'espace post-soviétique. Transnistrie. Le cas de Proryv en perspective », avril 2008, www.diploweb.com/forum/proryv08041.htm

“révolutions colorées”. De plus, ils ont pris racine en Ukraine, en Crimée, mais également en Abkhazie et en Ossétie du Sud, Républiques séparatistes de Géorgie. L'ONG *Proryv* a été particulièrement active dans les manifestations anti-Otan, comme en Crimée en juin 2006. En outre, elle apporte son soutien à la minorité ruthène en Transcarpathie, afin d'affaiblir l'unité ukrainienne.

Stanislav Belkovski, directeur de l'Institut national de stratégie à Moscou, est l'un des inspirateurs de *Proryv*. Cette ONG reflète l'intérêt en Russie pour les “technologies politiques” et pour l'approche néo-eurasiste¹. En effet, c'est l'un de ces “politechnologues” qui tentent de manipuler l'opinion, notamment à travers la pratique du “*kompromat*”, ou divulgation d'informations compromettantes (réelles ou fabriquées). En Russie même, c'est l'organisation *Nashi (Les nôtres)*² qui remplit cette fonction de contre-modèle à *Pora*. Créé à Moscou après la “révolution orange”, ce mouvement revendique près de 120 000 membres en 2007 (de 17 à 25 ans). Ces organisations marquent l'opposition russe aux “changements de régimes” comme doctrine sélective et aux “révolutions colorées”. »

Faut-il s'étonner que des experts de l'agitation et de la propagande politiques maîtrisent assez rapidement les nouvelles techniques de masses ? Les mesures prises pour tenter de stopper la vague des révolutions colorées permettent de verrouiller les situations politiques, mais laissent les tensions internes des territoires concernés sans exutoire. Ce qui peut augmenter à terme les risques d'instabilité.

Pour autant, la Russie escompte mettre fin à des révolutions colorées par des moyens plus « classiques ». Début août 2008, pour la première fois depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979), Moscou lance officiellement une campagne de bombardements contre un État souverain : la Géorgie. Selon Nathalie Nougayrède : « Les opérations militaires russes en Géorgie ouvrent, de fait, une nouvelle phase dans l'ère postsoviétique. »³

Les motivations de Moscou dans la guerre Russie-Géorgie de juillet 2008

Quels peuvent être les objectifs géopolitiques de la Russie dans le conflit qui l'oppose à la Géorgie en août 2008 ? Au risque d'une dégradation de son image en Europe, pourquoi choisir sciemment une stratégie de la tension au lieu de la négociation ?

En contribuant à faire de la Géorgie une zone de crise, Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine entendent d'abord « siffler la fin de la partie ». Le 17 février 2008, la déclaration d'indépendance du Kosovo, bientôt reconnue par les États-Unis et la majorité des membres de l'Union européenne – en dépit des contestations de Moscou – a ouvert une boîte de Pandore facile à instrumenter : Transnistrie, Ossétie du Sud, Abkhazie, Haut-Karabagh... ce ne sont pas les « conflits gelés » qui manquent. À ce jeu, le Kremlin a des munitions pour que ses prises de position soient davantage prises en considération. Les années durant lesquelles les Occidentaux pouvaient « passer en force » semblent terminées. Depuis quelque temps déjà, une nouvelle phase s'esquisse. En effet, l'exécutif russe s'inscrit plus largement dans une quête de puissance, aussi bien sur le terrain énergétique⁴ que stratégique. En matière stratégique, le Kremlin cherche probablement à déstabiliser la Géorgie pour rendre plus difficile un processus d'adhésion à l'Otan. En effet, certains

1. Cf. Didier Chaudet, François Parmentier et Benoît Pélopidas, *L'empire au miroir. Stratégie de puissance aux États-Unis et en Russie*, Genève-Paris, Librairie Droz, 2007, 245 p.
2. Créé à l'initiative de Vladislav Sourkov, numéro deux de l'administration présidentielle.
3. Nathalie Nougayrède, « Géorgie, OTAN, Kosovo : la revanche russe », *Le Monde*, 12 août 2008.
4. Cf. *supra*.

responsables géorgiens et ukrainiens n'abandonnent par l'espoir d'engager la procédure d'une adhésion à l'Otan. Dès lors, réactiver la crise des nationalités dans le Caucase, via l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie la reconnaissance par Moscou de leur indépendance aux dépens de la Géorgie, a du sens pour le Kremlin. Pourquoi ne pas saisir les occasions qui se présentent pour dresser des obstacles sur la route de l'Otan ? Force est de constater qu'en 2014 la Géorgie n'est toujours pas entrée dans l'Otan.

Ainsi, les dirigeants russes du début du XXI^e siècle, pour faire valoir ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts, utilisent aussi bien « l'arme énergétique » que leurs ressources financières, les techniques du *soft power*... ou les bombardements. La « révolution de la dignité » de 2013-2014 en Ukraine ne marque-t-elle pas – cependant – une nouvelle forme de « révolution colorée » ?

Pour des raisons historiques ou stratégiques, les pays membres de l'UE ne partagent pas tous les mêmes approches de la Russie. Aussi le Kremlin privilégie-t-il les relations bilatérales avec les pays membres de l'UE, afin de manœuvrer plus aisément, quand Bruxelles peine à imposer un début de cohérence à l'approche communautaire de la Russie. Pourtant, compte tenu des interdépendances réciproques, l'UE et la Russie sont condamnées à trouver des terrains d'entente, mais à quel prix ?

Propositions de sujets

À ses frontières occidentales, Moscou a-t-elle vraiment perdu la main ?
L'Ukraine et la Moldavie, bientôt dans l'UE ?

Bibliographie

- AVIOUTSKII Viatcheslav, *Les révolutions de velours*, Paris, Armand Colin, 2006.
- BLANC Hélène (dir.), *Goodbye Poutine ! Union européenne – Russie – Ukraine*, Paris, Magna Europa, 2014.
- Boutillier S. et alii (dir.), *L'économie russe depuis 1990*, De Boeck Université, 2008.
- CIATTONI Annette (dir.), *La Russie*, Paris, Sedes, 2007.
- DE TINGUY Anne (dir.), « L'Ukraine après la "Révolution orange" », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 4, décembre 2006, Armand Colin.
- DE TINGUY Anne (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, CERI/Autrement, 2008.
- DUMONT Gérard-François, « Plaidoyer pour une géopolitique de terrain : le cas de la géopolitique de la Russie vue de ses périphéries », *Géostratégiques*, n° 24, 2009.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, « Republic of Moldova : First Review under the Three Year Arrangement under the Poverty Reduction [...] », Staff Report, *IMF Country Report*, n° 07/45, janvier 2007.
- GUILLEMOLES Alain, LAZAVERA Alla, *Gazprom, le nouvel empire*, Paris, Les Petits matins, 2008.
- KALIKA Arnaud, *L'empire aliéné. Le système de pouvoir russe*, Paris, CNRS Éditions, 2008.

- LEGVOD Robert, *Russian Foreign Policy in the 21 st Century & the Shadow of the Past*, New York, Columbia University Press, 2007.
- MARCHAND Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie*, Paris, Éditions Autrement, 2012.
- MARCHAND Pascal, *Géopolitique de la Russie*, Paris, PUF, 2014.
- MINASSIAN Gäïdz, *Caucase du Sud, la nouvelle Guerre froide*, Paris, Autrement, 2007.
- PAGÉ Jean-Pierre (dir.), *Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale 2008*, vol. 1 et vol. 2. *Les études du CERI*, n° 150 et 151, décembre 2008, Paris, Centre d'études et de recherches internationales, Sciences Po.
- RAVIOT Jean-Robert, *Démocratie à la russe. Pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Paris, Ellipses, 2008.
- VERLUISE Pierre, *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée*, Paris, Choiseul, 2009.
-

Pour citer cette publication:
To cite this version:

Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre,
« Géopolitique de trois États non communautaires : la Russie,
l'Ukraine et la Moldavie »,
dans : Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre,
Géopolitique de l'Europe,
Paris, Armand Colin/Sedes, 2014.

**Gérard-François Dumont
Pierre Verluise**

Géopolitique de l'Europe

**2^e édition entièrement
revue et mise à jour**

 **ARMAND COLIN**  **SEDES**

ISBN 978-2-301-00419-2



Géopolitique de l'Europe

2^e édition

Gérard-François Dumont
Pierre Verluise

ARMAND COLIN



SEDES